

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Références : D-2026-0016
Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du redémarrage de l'installation du bâtiment de tri qui avait été endommagé lors de l'incendie extérieur au site du 08/07/2025. L'inspection a eu pour objectif de vérifier que les dispositifs de sécurité étaient conformes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau

- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écopôle du Jas de Rhodes, situé sur la commune des Pennes-Mirabeau (13) est un pôle multifilières autorisé depuis le 29 septembre 1998. L'exploitant du site, la société Déchets service, est devenue, SITA Sud puis SUEZ RV MEDITERRANEE depuis 2015.

Le site est autorisé à exploiter :

Une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), autorisée à réceptionner :

- Des déchets non dangereux ultimes
- Des déchets d'exploitation (déchets minéraux non dangereux) ;

Une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée, constituée d'un seul casier dédié au stockage d'amiante liée à des matériaux inertes. Cette partie de l'installation n'est pas en activité ;

Une plateforme DAENDV (Déchets d'Activité Économique Non Dangereux Valorisables), pour l'activité de regroupement-transit de DAENDV ;

Un bâtiment de tri comprenant :

- Une activité de tri, transit, regroupement de déchets ménagers issus de Collecte Sélective (CS) ;
- Une activité de tri de DAEND et de déchets issus de chantier du BTP (gravats et DAEND en mélange) qui n'a pas été mise en service à date.

Une activité de traitement de lixiviats du site, avec la possibilité de réceptionner et traiter des lixiviats extérieurs ;

Une plateforme de valorisation de terres excavées et de déchets inertes issus du BTP qui n'a pas été mise en activité ;

Une plateforme de traitement et de valorisation du biogaz ;

Une tour aéro-réfrigérante pour l'évaporation des perméats du traitements des lixiviats mais qui n'est plus en service depuis le mois de mai 2022.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Ressources en	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eau	22/10/2019, article 7.7.3	l'exploitant	
9	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	3.5. Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/05/2025, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Article R512-69	Code de l'environnement du 19/09/2025, article R.512-69	Sans objet
3	Désenfumage bâtiment de tri	Arrêté Préfectoral du 22/09/2025, article 7.3.3	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2	Sans objet
5	Systèmes de détection et extinction automatiques	AP Complémentaire du 22/10/2019, article 7.4.4	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie	AP Complémentaire du 26/05/2023, article 14	Sans objet
10	Détection incendie dans les bâtiments ouverts	Arrêté Ministériel du 06/05/2025, article 6-1° k)	Sans objet
12	4.1.4. Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une grande partie des attestations de réalisation des travaux et de remise en place et vérification des éléments de sécurité a été transmise par l'exploitant.

Certains justificatifs sont encore en attente de transmission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Article R512-69

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : <div><p>L'exploitant a bien transmis un plan de réalisation de travaux et d'actions suite à l'incendie, le planning des travaux a été étalé entre le 8 juillet 2025 (date de l'incendie) et le troisième trimestre 2025.</p><p>Les travaux concernaient à la fois l'activité d'enfouissement sur l'ISDND et l'activité de tri sélectif dans le bâtiment de tri sélectif. Pendant les mois d'été, l'exploitant a bien informé de manière hebdomadaire l'inspection de l'avancement des travaux. La réalisation des travaux a bien été réalisée sur place lors de l'inspection (constat final de l'inspection des installations classées en gras).</p><p><u>Pour le bâtiment de tri</u> les travaux énoncés par l'exploitant étaient:</p><ul style="list-style-type: none">• Pont bascule à réviser → finalisé, opérationnel• Locaux administratifs démantelés et déchets évacués (recyclés pour le métal). L'auvent Est a été reconstruit. Nouveaux bureaux et vestiaires installés → finalisé• Dalle hall amont: diagnostic de la dalle du sol à l'intérieur du bâtiment au niveau des alvéoles amont, car avec les eaux abondantes projetées lors de l'extinction, la dalle a souffert et a dû être reprise → finalisé• Système incendie: travaux de remise en route des installations de protection du bâtiment principal (stock amont, process, atelier maintenance). L'ensemble a été</div>

bâtiment principal (stock amont, process, atelier maintenance). L'ensemble a été vérifié et est opérationnel depuis juillet 2025 (voir constat n°7). Le groupe moto pompe a été remplacé et testé, les cuves en eau ont également été testées. Un poteau incendie et des RIA (Robinet d'incendie Armé) ont été remplacés et les réseaux remis en charge. Repositionnement des extincteurs et des BAES (Les Blocs Autonomes d'Éclairage de Sécurité) → **finalisé**

- Cabine de pré-tri: process électricité diagnostiqué et réparé → **finalisé**
- Trieurs optiques: intervention ciblée des fournisseurs notamment sur les lecteurs optiques → **finalisé**
- Remise en service par la maintenance des tapis de tri, contrôle mécanique de tous les équipements (entraînement, convoyage, etc) → **finalisé**
- Presse à balles: diagnostics et interventions de revamping de cet équipement clef. Réparation de l'équipement et des réseaux électriques. Cabine de presse connectée aux dispositifs incendie → **finalisé**
- Nettoyage des plafonds, des murs et des équipements souillés par la suie, neutralisation des effets de corrosion, trois semaines de travaux ont été nécessaires. Un pareil diagnostic a été effectué sur les enrobés de la façade sinistrée car leur détérioration était visible après nettoyage → **finalisé**
- Partie de stockage extérieur « aval » pour le stockage des matériaux valorisables après tri remis en place, système de caméra thermique mis en place → **finalisé**
- Trappes de désenfumage vérifiées, certaines ont été changées → **finalisé**
- Curage des réseaux a été réalisé pour le diagnostic des canalisations → **finalisé**
- Visite de contrôles réglementaires → **finalisé**

Lors de l'inspection, tous les équipements réparés et remplacés ont été vérifiés, il manquait encore le passage de la société qui contrôle les trappes coupe feu (justificatif envoyé a posteriori).

Pour l'ISDND, la reprise d'activités a été réalisée le 16/07/2025.

Lixiviats :

- Le réseau des lixiviats a subi des dégâts, la STEP a été mise à l'arrêt. Diagnostic réalisé par le prestataire: le conteneur de nanofiltration a été touché par l'incendie, un déversement de lixiviats a eu lieu sur la rétention de la plate-forme. Une prestation de pompage a été réalisée par entreprises spécialisées mais au vu de la rapidité de séchage, il n'a pas été possible de réaliser de pompage. Les travaux devant être réalisés sur le système de dégradation biologique se sont inscrits dans un calendrier de plusieurs mois. → **remplacement du conteneur de nanofiltration, les conteneurs process détruits ont été enlevés, le nouveau conteneur process est sur site et en attente de son installation**
- Une recherche de solution pour le traitement externe de lixiviats a été envisagée : il était envisagé la possibilité d'évacuer des lixiviats à partir d'octobre sur la STEP de Montélimar et Pierrelate pour une durée d'un mois et demi, autres solutions en cours d'étude→ **Entre juillet et décembre 2025, l'exploitant a déclaré avoir évacué 3 898 m³ en stations d'épuration extérieures. Ces derniers ont été traités par les stations d'épuration extérieures suivantes :**
 - 111 m3 à la station d'épuration de Montélimar Agglomération

- 1440 m³ à la station d'épuration du Maconnais Beaujolais Agglomération
- 97 m³ au SMDEA - Station d'épuration de ST PAUL DE JARRAT (sous-traitance OVIVE)
- 2250 m³ au SMDEA - Station d'épuration de LAROQUE D'OLMES (sous-traitance OVIVE)
- Le 10/07/2025, il restait une capacité de 1500 m³/ 4000 m³. Pour mémoire, le site produit en moyenne entre 4000 et 5500 m³ de lixiviat par an → **Le remplissage du bassin se situe autour de 50% début janvier 2026 (information transmise par l'exploitant le 5 janvier 2026), soit environs 2000 m³.**

Bassin Eaux Pluviales

- Le bassin des eaux pluviales ERI a permis de contenir les eaux d'extinction incendie du centre de tri car la cuve de 5000 litres était saturée.
- Le 10/07/2025 la capacité du bassin avait atteint 20 % soit 3500 m³/14 160 m³ et contenait des Eaux de Ruissellement Internes et les eaux d'extinction, la capacité résiduelle pour stocker de nouvelles eaux pluviales était donc de 80 % (capacité). Un prélèvement d'eau a été effectué par le laboratoire quelques jours après l'incendie, le 17/07 à 11h46. Les analyses transmises sont datées du 05/08/2025. Des dépassements de VLE ont été constatés sur le prélèvement : pour la DBO (200 mg/l au lieu de 100 mg/l), DCO (922 mg/l au lieu de 300 mg/l), MES (104 mg/l au lieu de 100 mg/l). L'exploitant évoque avoir évacué 1054 m³ vers la station d'épuration de Montélimar. Le rythme d'évacuation des ERI et les conditions météorologiques n'ont pas permis de vider intégralement le bassin EP. **Les évacuations sont toujours en cours vers la station de Montélimar et le reliquat sera traité in situ via la station d'épuration lorsqu'elle sera remise en service.**
- D'autres analyses ont été fournies par l'exploitant en date du 19/11/2025. **Aucune non-conformité n'est désormais observée.** Début janvier 2026, le bassin est rempli à 55%.

Torchère et moteurs de valorisation du biogaz

- Diagnostic électrique, travaux électriques (pose d'un nouveau disjoncteur, le réseau d'alimentation biogaz a été remis en place (environ 50 m de collecteur de diamètre 315 mm)) pour collecter les parties de biogaz non impactées par l'incendie.
- Remise en service de la torchère le 16/07 assurant le dégazage du site.
- Les moteurs de valorisation n'ont pas été touchés, toutefois, le système de filtration a été touché par l'incendie et notamment la panoplie et tous les systèmes d'automatisme de régulation. La venue d'une entreprise spécialisée pour un diagnostic a abouti à l'évacuation des silos de traitement. La panoplie de filtration et la partie automatisme et régulation en septembre 2025 ont été reprises en octobre 2025.
- **Les deux moteurs ont redémarré la première semaine de novembre et sont pleinement fonctionnels depuis la première semaine de novembre.**

- Le casier de stockage n'a subi aucun dommage lors de l'incendie, le matériel de détection incendie et les caméras AGECE n'ont pas été endommagés, mis à part le serveur des données AGECE qui a brûlé ce qui l'a rendu hors service. Problématique sur l'alimentation électrique des caméras a été résolue (AGECE et détection incendie) depuis le 16/07. L'alimentation par la fibre pour le report de la caméra AGECE a été mis en service le 21/07/2025. Un nouveau serveur de stockage AGECE a été mis en place le 22/07/2025. Il n'y a pas à ce jour de redondance sur l'enregistrement des données (63 To).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni les consignes d'exploitation demandées</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les consignes demandées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Désenfumage bâtiment de tri

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2025, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée :

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.
Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande, La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le centre de tri sera équipé d'un système de désenfumage avec des commandes pneumatiques par canton ramenée près des issues.

Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des parties non recoupées par des murs coupe-feu du bâtiment de tri. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment.

La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque partie non recoupée par des murs coupe-feu du bâtiment de tri. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des parties non recoupées par des murs coupe-feu du bâtiment de tri et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

Système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; classe de température ambiante T (00) ; classe d'exposition à la chaleur B 300.

Constats :

Les éléments impactés ont été remis en état: 4 coffrets de commande, 5 exutoires DENFC, 1 écran de cantonnement ont été changés. Un bon de commande daté du 30/07/2025 a été transmis par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées de manière complète le 15/09/2025 selon le référentiel APSAD (Q18 et Q19). En conclusion, le rapport indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2019, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.21 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Les installations disposent d'un réseau de détection incendie approprié et adapté à chaque zone ou risque: la zone en cours d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est équipée d'un système de détection infrarouge: <ul style="list-style-type: none"> • Le bâtiment de tri est entièrement équipé d'un système de détection de fumée ; détection de flamme sur certains moteurs du process et la zone de stockage des balles de déchets ; le déclenchement des rideaux d'eau sur les ouvertures dans les murs coupe-feu est asservi à cette détection de fumée ; la presse à balle est équipée d'un système de détection de fumée.

- La plateforme de valorisation du biogaz est équipée d'un système de détection de gaz.

Constats :

La détection de fumée se fait par aspiration (système Phénix) sur l'ensemble du bâtiment.

Un gardien est présent sur l'écopôle en heures non ouvrées et effectue des rondes régulières avec une caméra thermique portable.

A l'intérieur du bâtiment de tri, la détection de fumée se fait au niveau de la presse à balles, du stock de JRM (journaux-revue-magazine) et des cabines de pré-tri. Le déclenchement du rideau d'eau est asservi à la centrale incendie.

En complément, une détection est réalisée dans les 3 TGBT, l'extinction de gaz est asservie à la détection.

Le système de sprinklage a été contrôlé en août 2025 (remplacement du thermoplongeur de cuve, remplacement des contacteurs à clés sur les pompes Jockey, remise en état du trop-plein de cuve, et afficheur de niveau cuve glycol)

L'exploitant a transmis un bon de commande de remplacement des détecteurs (stock JRM, presse à balles, reprise réseau phénix, cabine pré-tri), commande de batteries pour le système de sécurité incendie.

L'extinction automatique à gaz des TGBT a été contrôlée le 22/08/2025 (nettoyage, branchement cartouches pyrotechniques, réarmement)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2023, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Réfection de la dalle du centre de tri

Prescription contrôlée :

Le centre de tri est utilisé comme zone de rétention, pour une capacité de 340 m³. de plus, un dos d'âne est installé à l'entrée du centre de tri pour contenir les eaux d'extinction extérieures pour un volume de 846 m³, répartir sur une surface de 12 560 m².

Constats :

Il a été nécessaire de réaliser la réfection de la dalle du centre de tri du stock amont à l'intérieur du bâtiment. Le Procès verbal de la réalisation des travaux a été transmis par l'exploitant et date du 26/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous.

Constats :

L'exploitant a fourni une partie des justificatifs de contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie; notamment, le contrôle du débit/pression du poteau incendie remplacé qui a été endommagé par l'incendie (conforme, vu le 08/08/2025), le contrôle du nouveau groupe motopompe et le contrôle des BAES (Bloc autonome d'éclairage de sécurité).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le registre évoquant le contrôle, conformément aux fréquences minimales de contrôle évoquées par l'arrêté préfectoral, de l'ensemble des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau d'au minimum de 3600 m³, répartie entre 1600 m³ pour le bassin ERI Sud, 1000 m³ dans une bâche souple placée à proximité du bassin ERJ Sud et 1000 m³ dans une bâche souple placée au nord. Les bâches souples respectent la norme NF S26-250 de novembre 2017 ;
- 10 poteaux incendie aux endroits stratégiques du site
- 7 hydrants alimentés par le réseau public conformes aux normes NFS 61 213 et NFS 62 200, avec un

<p>débit minimum de 60 m³/h sous un bar de pression pendant au moins deux heures dont : 3 poteaux incendie existants au nord et à l'est du site (P1806, P1807, P1808), 4 poteaux incendie autour du bâtiment de tri hydrants alimentés par une réserve autonome, à disposer à proximité de la zone d'extension du bâtiment de tri et permettant de fournir 280 m³/h en simultané;</p> <p>Des poteaux incendie autonomes équipe les réserves d'eau d'extinction (bassin ERI sud et bâches souples) une citerne de 30 m³ proche de la zone d'implantation du bassin ERI Nord-Est et accessible par la voirie périphérique du site, équipée d'une pompe vide-cave alimentée par un groupe électrogène avec une panoplie de flexibles et lances incendie ; présence d'extincteurs en nombre et de nature suffisants placés aux endroits stratégiques (poste d'accueil et de contrôle, bâtiment Tri, bureaux administratifs et locaux sociaux, atelier, ISDND> torchère, plateforme de valorisation énergétique.</p> <p>Des RIA (Robinet Incendie Armé) à l'intérieur du bâtiment de tri et au niveau des auvents de stockage de balles ; un système d'alarme à déclenchement automatique sur la plateforme de traitement et de valorisation du biogaz, avec alerte du technicien en charge de son exploitation. L'ensemble de ces équipements et matériels est strictement réservé à la lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'incendie, un poteau incendie a été impacté et remis en état. Le débit/pression du poteau incendie remplacé a été contrôlé, la preuve a été apportée.</p> <p>Les actions suivantes ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les 92 extincteurs portatifs et mobiles ont été vérifiés le 24/07/2025 (référentiel Apsad R4) • Remplacement du groupe motopompe et des lignes de sprinklage - preuve du (16/07/2025) • Contrôle du groupe motopompe et de son débit - preuve 06/08/2025 et 08/08/2025 • Remise en état de la protection sprinklage interne de la presse à balles <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis la preuve de contrôle annuel des RIA (Robinet Incendie Armé) (voir point de contrôle précédent).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le justificatif de contrôle annuel des RIA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de RIA au niveau des auvents de stockage de balles
Prescription contrôlée : Des RIA (Robinet Incendie Armé) à l'intérieur du bâtiment de tri et au niveau des auvents de stockage de balles
Constats : Les RIA ont été repérés le jour de l'inspection à l'intérieur du bâtiment et en extérieur à proximité des zones d'entreposage extérieures, le justificatif de contrôle annuel des RIA n'a pas été transmis par l'exploitant (voir point de contrôle n°7)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le justificatif de contrôle annuel des RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Détection incendie dans les bâtiments ouverts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/05/2025, article 6-1° k)
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie automatique
Prescription contrôlée : Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie
Constats : La détection au niveau du stock extérieur Sud est assuré par deux caméras thermographiques portatives reliées à un télésurveilleur, l'exploitant a évoqué que cette situation est provisoire dans l'attente de la reconstruction de l'auvent avec détection intégrée. De plus, un gardien surveille également lors des heures non ouvrées en effectuant des rondes régulières avec caméra thermographique portative.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra informer l'inspection quant à la reconstruction de l'auvent mentionné dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 3.5. Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/05/2025, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Les balles de matières triées seront entreposées à l'extérieur, à l'emplacement de l'ancien auvent Sud.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les balles de déchets fibreux sensibles aux intempéries (ex : balles de papier) seront couvertes avec une bâche souple et gérées selon la méthode FIFO (premier entrée, premier sorti) ; • le JRM (journaux, revues, magazines) est stocké à l'abri des intempéries à l'intérieur du bâtiment. <p>Lors d'une visite postérieure du 25 novembre 2025, il a été constaté que les bâches ne recouvraient qu'une faible partie des balles extérieures (moins de 5%).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du niveau de couverture des balles observé le jour de l'inspection, niveau faible par rapport au volume stocké.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : 4.1.4. Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 4.1.4. Plan de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de défense contre l'incendie, les dernières modifications ont été</p>

faites le 01/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes ainsi que d'une fiche attestant de l'entraînement de l'équipe formée n'ont pas été transmises par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les consignes et la fiche attestant de l'entraînement de l'équipe formée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois